



Paris, le 24 septembre 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Renégocier le plan loup 2018/2023

Stopper la réintroduction des ourses slovènes

Le nouveau plan loup 2018/2023 ne permet pas d'atteindre le zéro attaque des troupeaux revendiqué par FNSEA/JA/FNO/FNB/APCA.

Du 1^{er} janvier 2018 au 31 août 2018, 2010 attaques pour 7 255 bêtes sont à déplorer alors que la population de loups augmente. Avec des tirs de prélèvement relégués en fin d'année, la mise en œuvre des seuls tirs de défense n'a pas permis de protéger correctement les troupeaux dans un contexte estival difficile pour les éleveurs qui doivent également faire face aux aléas climatiques.

C'est pourquoi FNSEA/JA/FNO/FNB/APCA ont demandé, à l'occasion de la réunion du groupe national loup qui s'est tenue ce 24 septembre à Lyon, la réouverture de ce plan loup pour aboutir enfin à zéro attaque des troupeaux. Cela passe par :

- La suppression de tout plafond pour les tirs de défense et de prélèvement ;
- Une mise en œuvre simplifiée des tirs de défense renforcée (dès la 1^{ère} attaque) et le déclenchement des tirs de prélèvement tout au long de l'année, y compris dans les cœurs de parcs nationaux ;
- La possibilité pour les éleveurs d'utiliser des lunettes de tir à visée thermique, aujourd'hui réservées aux seuls lieutenants de louveterie et agents de l'ONCFS ;
- La démultiplication de la brigade loup sur tous les territoires prédatés pour renforcer l'appui aux éleveurs ;
- Le refus de toute forme de conditionnalité des indemnités des dommages du loup.

FNSEA/JA/FNO/FNB/APCA ont également exprimé leur totale opposition à la réintroduction des deux ourses slovènes dans les Pyrénées et réaffirmé leur soutien à la résistance exprimée par les éleveurs.

Alors que l'Etat est incapable de protéger les troupeaux des attaques du loup, même au prix de dépenses publiques exponentielles (plus de 27 millions d'€), quelle logique le pousse à introduire de nouveaux prédateurs dans des territoires riches de biodiversité ?

L'irrespect pour le travail des éleveurs pyrénéens et le mépris manifesté à l'égard de ces territoires montagnards sont intolérables de la part d'un État moderne.

D'ores et déjà, FNSEA/JA/FNO/FNB/APCA demandent à rencontrer le nouveau Ministre de la Transition écologique et solidaire et attendent de lui pragmatisme et solidarité vis-à-vis des éleveurs victimes des prédateurs du loup mais également de l'ours, du lynx et du vautour. Ils en appellent aussi à l'esprit de responsabilité et au bon sens du Président de la République. C'est à ce prix que le pastoralisme pourra être transmis aux générations futures.

Contacts presse

APCA : Iris Roze – 01 53 57 10 51

FNB : Eric Chapelle - 06 72 91 60 04

FNO : Michèle Boudoin - 06 88 74 26 91

FNSEA : Marion Fournier - 07 60 29 56 17

JA : Thomas Debrix – 06 68 66 15 83